



«Les enfants sont les maillons les plus vulnérables de notre société – et les plus innocents. Améliorer le sort des enfants particulièrement désavantagés nous tient à cœur: celui de chacun et de tous.»

Hans Künzle, Président d'UNICEF Suisse et Liechtenstein

unicef 

pour chaque enfant



Programmes en faveur de l'abandon de l'excision, page 4

Plus de 200 millions de filles et de femmes excisées.



Instruction des filles en Inde, page 8

56 pour cent des enfants de familles pauvres ne retourneront plus jamais à l'école, tandis que la proportion atteint 27 pour cent chez les enfants de familles aisées.



Une instruction scolaire pour les enfants vulnérables au Rwanda, page 12

98 pour cent des enfants sont scolarisés.



Instruction scolaire et protection pour les enfants brésiliens, page 15

6,5 pour cent des garçons et des filles ne sont pas scolarisés.



Amélioration de la qualité de l'enseignement au Bhoutan, page 18

16 écoles de monastères ont été équipées de systèmes d'eau chaude et **37** autres ont été munies de filtres à eau.



Des chances de développement égales pour tous les enfants de Bolivie, page 22

26 pour cent des moins de trois ans souffrent de malnutrition chronique.



Pour un monde sans polio, page 25

Pakistan: en une journée, **11 409 enfants** ont été vaccinés – un record mondial.



Chers amis et amies de l'UNICEF,

Alisson, le jeune Brésilien de 13 ans qui ne sait ni lire ni écrire; Aisha, 12 ans, l'une des rares jeunes Soudanaises non excisées dans ce pays; Lalita, en Inde, qui devait être mariée à l'âge de dix ans; Setayesh, la fillette de 4 ans à laquelle on fait avaler le vaccin contre la polio en Afghanistan – c'est d'enfants comme eux qu'il est question aux pages suivantes. Ce sont des destins individuels emblématiques de ceux de milliers d'autres enfants. A beaucoup d'endroits, le statut des droits de l'enfant est fragile: parce que des troubles ont paralysé les systèmes de santé et le fonctionnement des écoles; parce que les normes sociales priment sur les lois; parce que la pauvreté sape les efforts.

Chaque enfant a le droit de grandir en bonne santé et en sécurité. L'UNICEF transforme ce droit en réalité. Sur place, nous mobilisons nos connaissances les plus pointues, nos facultés d'empathie et notre énergie pour que les conditions des tout-petits s'améliorent. Qu'il s'agisse des entretiens avec les représentants des gouvernements, des conseils fournis aux autorités ou des campagnes de sensibilisation à large échelle: pour être durable, le changement doit se fonder sur un questionnement des structures. C'est l'unique façon d'atteindre des générations entières.

En vous engageant comme parrain ou marraine de projet, vous nous montrez que ce n'est pas seulement le sort d'enfants comme Alisson, Aisha ou Lalita qui vous tient à cœur; vous montrez aussi que vous croyez à de véritables changements et que vous faites confiance à l'UNICEF. Je vous en remercie très sincèrement. Mettons donc ensemble tout en œuvre, par la suite aussi, pour offrir aux enfants un avenir valable.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read "H. Künzle". The signature is written in a cursive, flowing style.

Hans Künzle, Président d'UNICEF Suisse et Liechtenstein

Intactes et en bonne santé plutôt que mutilées à jamais

Blessées à vie à un endroit particulièrement sensible: c'est le sort que connaissent dans le monde plus de 200 millions de filles et de femmes excisées. L'Afrique est particulièrement concernée. Au Soudan par exemple, près de 87 pour cent des femmes subissent une mutilation génitale. Mais un changement s'est amorcé. Les nouvelles données recueillies montrent que le pourcentage des filles excisées jusqu'à l'âge de 14 ans est de 25 pour cent inférieur à celui des femmes de 30 à 34 ans. Le travail de sensibilisation effectué par l'UNICEF depuis des années porte ses fruits.



En ce qui concerne les mutilations génitales féminines, il y a souvent un profond fossé entre les lois et la réalité. Dans de nombreux pays, la pratique fait fi, aujourd'hui encore, des lois en vigueur et constitue une grave violation des droits de l'enfant et des droits humains. Les entailles non justifiées médicalement causent des douleurs, entraînent souvent des infections, des problèmes de stérilité et d'incontinence ainsi que des complications à l'accouchement; elles augmentent le risque de contracter le virus du sida et ont dans de nombreux cas une issue fatale. Des petites filles meurent d'hémorragie dans les mains d'exciseuses traditionnelles qui coupent, à l'aide de lames de rasoir ou de tessons, une partie du clitoris ou la totalité des petites lèvres et des grandes lèvres. Dans le monde, 200 millions de filles et de femmes sont mutilées. Une grande partie d'entre elles vivent en Afrique et dans certains pays, presque toutes les filles et les femmes sont excisées: en Guinée par exemple, il s'agit de 97 pour cent des 15 à 49 ans, à Djibouti de 93 pour cent, en Egypte et au Mali de 91 pour cent, en Erythrée de 89 pour cent et au Soudan de 88 pour cent. Dans ces pays, les normes

sociales priment sur les lois. L'excision est un rituel ancestral qui purifie les enfants, les prépare à leur statut de femmes et au mariage.

Excisées alors qu'elles sont des bébés

Certaines petites filles sont déjà excisées quelques jours après la naissance et de nombreuses autres au cours de la petite enfance. Au Soudan, le rituel est pratiqué en majorité entre cinq et sept ans. Dans les régions rurales surtout, les enfants qui ne sont pas excisées sont stigmatisés par le qualificatif «ghalfaa». Ce terme signifie impur, inconvenant. Ces dernières années, l'UNICEF a introduit une autre notion qui s'est répandue entre-temps: «Saleema». En langue arabe, ces sept lettres signifie «parfait, en bonne santé, intact». La campagne «Saleema» lancée en 2008 par l'UNICEF avec le concours du gouvernement soudanais conduit pas à pas vers un changement de mentalité dans la société (Cf. encadré). L'analyse des données nationales les plus récentes indique que le pourcentage des filles excisées de moins de 14 ans est de 25 pour cent inférieur à celui des femmes âgées de 30 à 34 ans.

Des filles capables de convaincre

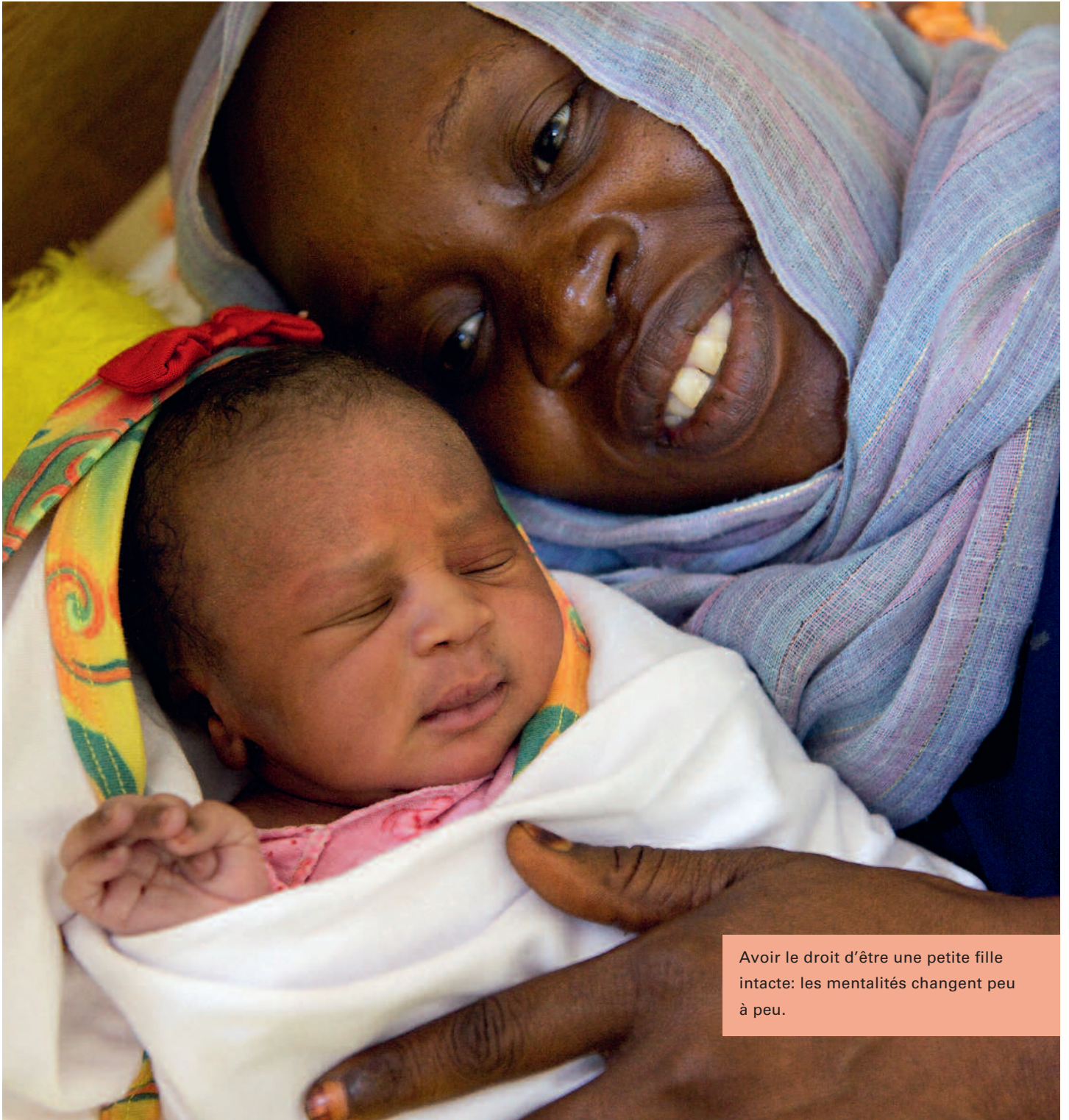
L'histoire de Aisha montre l'impact que peut avoir le terme «Saleema». Âgée de 12 ans, elle vient de Um Algura dans l'Etat de Gezira situé au centre du pays. C'est avec beaucoup de motivation que Aisha se rend chaque jour à l'école. Elle aime apprendre et est très autonome pour son âge. Aisha est appréciée de ses camarades et les enseignants admirent son sens des responsabilités. Aisha participe régulièrement aux groupes de discussion de son école mis sur pied à l'initiative de l'UNICEF.

Saleema: un terme connoté positivement encourage un changement de mentalité

«Saleema» signifie en arabe «en bonne santé, intact, parfait». L'UNICEF utilise cette notion au Soudan depuis dix ans dans le cadre de la campagne de sensibilisation visant à lutter contre les mutilations génitales féminines. Alors que les filles et les femmes non excisées ont été considérées longtemps comme souillées et étaient qualifiées de «ghalfaa» – impures et inconvenantes –

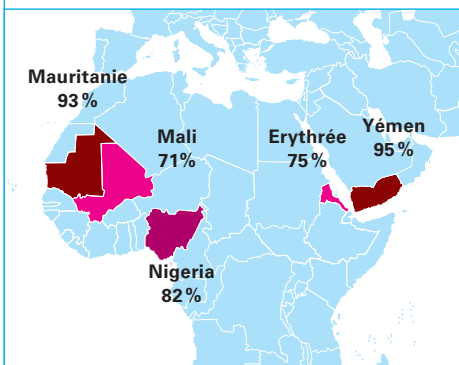
«saleema» s'applique à une nouvelle génération de filles qui n'ont pas subi de mutilation génitale et sont jugées parfaites dès la naissance. La campagne nationale Saleema a amorcé un changement. Le logo de la campagne est mis en évidence lors des mariages, dans les bureaux du planning familial, dans les cafés ou dans les lieux de pique-nique et invite à réfléchir à la question

de l'excision. Avec succès: à l'occasion de déclarations publiques, des centaines de communautés villageoises se sont prononcées au Soudan et dans d'autres pays contre les mutilations génitales féminines et des représentants du gouvernement, des personnes engagées pour la cause publique ainsi que des leaders religieux ont fait de même.



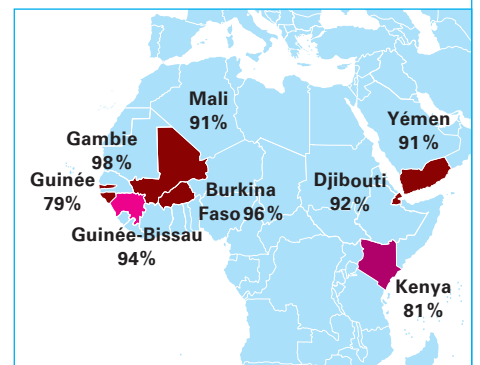
Avoir le droit d'être une petite fille intacte: les mentalités changent peu à peu.

L'excision est souvent pratiquée sur des petites filles, à l'aide d'une simple lame de rasoir



Carte de gauche: Dans les pays suivants, la grande majorité des filles a moins de cinq ans au moment de l'excision:

Carte de droite: En Afrique, la proportion des mutilations génitales féminines pratiquées par des exciseuses traditionnelles et non pas par du personnel médical, des sages-femmes ou des infirmières est extrêmement élevée – et souvent, les ustensiles utilisés sont de simples lames de rasoir et des tessons:



Programmes en faveur de l'abandon de l'excision



S'entraider: les groupes de discussion sont, pour les filles, une plateforme d'information et de sensibilisation très utile.



Sous la conduite d'une enseignante, les filles se réunissent, sont informées sur des thèmes comme le mariage précoce ou l'excision et sont invitées à réfléchir sur ces questions et à en discuter ensemble. Dès les premières rencontres du groupe de discussion, Aisha a été si enthousiaste qu'elle n'a pas tardé à convaincre une grande partie de ses amies à participer elles aussi. Un jour, comme elle avait appris qu'une fillette de sept ans du voisinage allait être excisée, elle a pris son courage à deux mains. Elle est allée voir la mère et lui a raconté ce qu'elle avait

entendu dans le groupe de discussion. Mais malgré tous ses efforts, Aisha a réalisé qu'elle n'arrivait à rien avec ses arguments. Elle a décidé alors de chercher du renfort. Elle en a parlé à son enseignante; elles sont retournées ensemble voir la famille de la fillette. Pour la première fois, la mère a entendu le terme «Saleema». Après plusieurs visites, Aisha et son enseignante avaient atteint leur but. La fillette n'a pas subi de mutilation génitale.

Des milliers de victimes potentielles ont été atteintes

L'UNICEF a focalisé son travail au cours des trois années écoulées sur l'Etat de Gezira ainsi que sur les Etats situés au Nord, Red Sea, Northern et Nile. Dans les Etats où les normes sociales sous-jacentes aux mutilations génitales féminines sont encore très vivaces, l'initiative Saleema a attiré l'attention à grande échelle sur le sujet. Dans 180 communes sélectionnées, des sondages ont été effectués sur les structures qui favorisent l'abandon de la pratique néfaste et les données ont été analysées afin d'évaluer l'ouverture de la population face au changement. Les villa-

geois influents ont été identifiés et ils ont été formés de manière à pouvoir engager le dialogue avec leurs communautés et discuter du thème de l'excision. Par la suite, 360 collaborateurs communaux bien préparés à leur tâche ont mis sur pied 8640 séances d'échange d'information et de sensibilisation. Dans le Northern State, l'UNICEF a même réussi avec le concours d'une force d'intervention spécialement formée à amener le gouvernement à promulguer une nouvelle loi. A l'avenir, toute personne qui pratique l'excision d'une petite fille peut être punie de sept ans de prison. Au total, des groupes de discussion comme celui auquel Aisha participe ont été introduits dans 88 écoles primaires de Gezira. Plus de 43000 filles ont eu ainsi accès à de l'information.



Que fait l'UNICEF?

Les pays les plus concernés par la pratique des mutilations génitales féminines comme la Guinée, l'Egypte ou l'Indonésie sont depuis plus de vingt ans au cœur des programmes soutenus par UNICEF Suisse et Liechtenstein. Le travail de sensibilisation aborde avec précaution les conditions dans les différents pays et questionne les normes sociales qui conduisent à ces pratiques néfastes. Car pour que les lois aient de l'effet et que la violation grave des droits de l'enfant et des droits humains que constitue la mutilation génitale féminine soit perçue comme telle, un changement de mentalité doit se produire dans une large frange de la population.



Défendre leurs droits et combattre les injustices: c'est ce qu'apprennent, en Inde, des filles de plus en plus nombreuses.

Une instruction scolaire pour les filles défavorisées

En Inde, des millions de filles sont défavorisées dès la naissance. Souvent, leurs parents luttent pour survivre, ont besoin de l'aide de chaque petite main pour les travaux domestiques et ceux des champs et aspirent à marier leur fille le plus tôt possible. Dans l'Etat du Bihar en particulier, l'UNICEF vise, par le biais de son programme, à interpeller directement les parents et à les sensibiliser à l'importance d'une instruction scolaire pour leurs filles. Un «bus de l'apprentissage» nouvellement conçu suscite la curiosité chez petits et grands.



Les tâches qui incombait à Lalita ont été claires très tôt. La fillette toute menue devait faucher l'herbe, ramasser du bois pour le feu, nettoyer, faire la lessive et la cuisine – bref: exécuter, dans sa famille, les divers travaux nécessaires. Lalita était aussi censée apprendre dès son plus jeune âge ce que doit savoir faire une ménagère. Car ses parents prévoyaient de marier leur fille ravissante à l'âge de 10 ans. Cette étape une fois franchie, le fardeau économique qui pesait sur la famille aurait été allégé, car il y aurait ainsi une tête de moins à nourrir. Mais Lalita n'était pas seulement habile de ses mains, elle était aussi très vive d'esprit et ne voulait qu'une chose: apprendre. Durant ses rares moments de liberté et les pauses, elle se

glissait hors de la maison et fréquentait une école que l'UNICEF avait aménagée pour les filles particulièrement désavantagées. Le district de Sitamarhi où vit Lalita se trouve dans le Bihar. Là, les deux tiers des gens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Dans l'Etat le plus pauvre de l'Inde, apprendre aux filles à lire et à écrire ne figurait pas, pour les responsables, sur la liste des priorités.

Un jour, on s'aperçut que Lalita fréquentait l'école en cachette. Son frère l'avait suivie sur le chemin de l'école et l'avait prise sur le fait. «Il m'a frappée car il avait honte que j'aie à l'école, alors que personne d'autre n'y allait dans notre famille», se souvient encore aujourd'hui la jeune fille. Sa mère avait approuvé la réaction de son

Être enfant dans une caste en grande partie exclue de l'instruction scolaire

L'Etat indien du Bihar a une population extrêmement importante au bas de l'échelle sociale. Le taux d'alphabétisation s'élève à tout juste 49 pour cent et est encore plus faible parmi les femmes, atteignant 38 pour cent. A l'échelon le plus bas – chez les Musahars – le taux d'alphabétisation atteint 9 pour cent, tandis qu'il est de 4 pour cent

chez les femmes – et ceci, malgré le fait que le «Right of Children to Free and Compulsory Education Act» datant de 2010 concerne tous les enfants âgés de 6 à 14 ans vivant en Inde. Mais dans ces régions, les normes sociales priment manifestement sur la législation. La plupart des enfants Musahars ne sont pas seulement exclus de l'école mais

sont aussi privés de services de santé importants ainsi que d'autres prestations de l'Etat. Beaucoup sont touchés par le travail des enfants et les filles sont couramment mariées très tôt.

frère. «Je ne pouvais pas comprendre alors qu'elle ne me soutienne pas», poursuit Lalita qui avait aussi appris à l'école à quel point il était important que les filles et les femmes apprennent à s'affirmer et à défendre leurs droits.

Des violations graves des droits de l'enfant avec des conséquences pour toute la vie

L'histoire de Lalita est celle d'innombrables filles en Inde. Leur sexe, leur statut social, le lieu où elles grandissent les discriminent et les forcent à s'engager dans une voie qui fait d'elles des femmes privées de toute autonomie. Même si le mariage des filles de moins de 18 ans est interdit par la loi, 27 pour cent des jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées en Inde avant 18 ans. Le mariage précoce est une grave violation de leurs droits et il est souvent suivi par des difficultés sanitaires, psychiques et affectives et par des perspectives très réduites sur le plan de la formation et de la profession. Or c'est l'instruction qui conduit à la



liberté et à l'autonomie, car la formation est la clé pour pouvoir sortir de la pauvreté.

Les «hotspots» des mariages précoces

L'UNICEF se mobilise activement pour que tous les enfants aient les mêmes chances et les mêmes droits: en Inde, ce sont en priorité les filles qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles et sont désavantagées dès les premiers jours de leur vie. Durant l'année écoulée, les mesures se sont focalisées à nouveau sur neuf circonscriptions administratives particulièrement concernées dans trois districts du Bihar. Ces régions ont été cartographiées afin de faire apparaître la fréquence des mariages d'enfants et de

pouvoir mieux agir dans les régions où la pratique est très répandue. 2041 zones prioritaires ont été définies.

Un autre volet consistait à créer des groupes de filles de 13 à 18 ans: ces dernières sont formées par l'UNICEF pour parler directement avec les filles de leurs communautés et les sensibiliser à la thématique des mariages précoces. 1555 groupes ont été constitués et comptent au total 18946 membres. Afin de susciter une prise de conscience parmi les jeunes hommes, 568 groupes de garçons ont été créés; ils réunissent 6810 membres. Des assemblées communales ont été organisées avec la participation des leaders d'opinion locaux; le sujet principal était la prise de conscience des normes sociales qui conduisent



Une grave inégalité des chances

■ Sur les **5** pour cent de garçons et de filles qui ne suivent pas l'école primaire obligatoire, **33** pour cent des filles réussiront à retourner à l'école, tandis que la proportion atteint **44** pour cent chez les garçons.

■ Les inégalités ne concernent pas seulement les sexes mais aussi les régions dans lesquelles vivent les enfants: parmi les enfants qui abandonnent précocement l'école et ceux qui ne sont pas scolarisés, **59** pour cent des enfants en milieu urbain réussissent une (nouvelle) insertion scolaire alors qu'en région rurale, la proportion n'est que de **50** pour cent.

■ La différence est particulièrement marquée entre riches et pauvres: **11** pour cent des enfants issus de familles particulièrement pauvres ne vont pas à l'école, tandis que la proportion s'élève à un pour cent chez les enfants de familles aisées; **56** pour cent des enfants de familles pauvres ne retourneront plus jamais à l'école, tandis que la proportion atteint **27** pour cent chez les enfants de familles aisées.



L'égalité des chances devient une réalité: l'écart entre les filles et les garçons scolarisés s'amenuise.

aux mariages précoces. 3712 assemblées ont permis de toucher plus de 152 000 personnes. Une mesure s'est avérée très efficace: l'inscription de slogans percutants concernant les effets négatifs des mariages précoces sur des parois placées à des endroits stratégiques. 3600 parois ont été couvertes d'inscriptions dans 17 unités administratives.

Centre d'apprentissage et de sensibilisation mobile

Le programme de l'UNICEF en cours se focalise sur les enfants du Bihar particulièrement marginalisés. Un nouveau «bus d'apprentissage» se déplacera pour atteindre la communauté des Musahars dans 50 villages. Les Musahars (terme qui signifie «mangeurs de rats») sont au bas de l'échelle dans le système des castes; leurs enfants ne vont guère à l'école. Le bus est utilisé comme centre mobile de connaissances,

d'apprentissage et de sensibilisation. Il est équipé à l'intérieur d'un choix de livres, d'un ordinateur et de sièges. A l'extérieur, sur la carrosserie, des dessins et des slogans attirent l'attention sur l'importance d'une instruction scolaire pour tous les enfants. Ceci éveille la curiosité des enfants et interpelle aussi les mères et les doyens des villages. L'UNICEF s'entretient parallèlement avec des représentants locaux du gouvernement et prépare le terrain pour des changements durables. Durant l'année en cours, il est prévu d'identifier 3000 filles de familles d'intouchables, de parler avec leurs parents et d'intégrer les enfants à l'école.

Que fait l'UNICEF?

Egalité des chances et inclusion: c'est ce que visent les mesures de l'UNICEF en Inde en matière d'instruction des filles. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance conseille le ministère de l'éducation et de la formation depuis plus de 20 ans et apporte son soutien à l'Etat pour élaborer et mettre en place des stratégies visant à améliorer les chances de formation. Les investissements dans une instruction de qualité pour les filles valent la peine: les filles qui vont à l'école courent un risque plus faible d'être mariées trop tôt et de devenir précocement mères, d'être exposées à la violence et à l'exploitation et de continuer de transmettre la pauvreté à la génération suivante.

Une instruction scolaire pour les
enfants vulnérables au Rwanda



Regarder vers l'avenir avec confi-
ance et curiosité: la qualité de
l'enseignement toujours meilleure
pose des bases solides pour la vie.

Les enseignants et enseignantes aussi doivent apprendre

Ces années passées, le Rwanda a réussi à scolariser pour ainsi dire tous les enfants. Mais il apparaît aujourd'hui que garçons et filles ne progressent pas de manière satisfaisante dans de nombreuses disciplines. Avec le soutien de l'UNICEF, le ministère de l'éducation a donc mis en place une nouvelle stratégie il y a quelques années: un système de mentors répartis dans tout le pays permet au personnel enseignant de se perfectionner de manière continue. UNICEF Suisse et Liechtenstein participe au financement du programme. Car une instruction scolaire de bonne qualité est le meilleur investissement pour la vie.



Alors que le Rwanda, un pays relativement petit avec ses 12 millions d'habitants, a connu en 1994 l'un des pires génocides de l'histoire, il est considéré aujourd'hui comme une nation modèle dans la région subsaharienne. Au cours des deux décennies passées, le gouvernement a mis en application des mesures qui ont conduit à des progrès importants au niveau social et économique. Le Rwanda est ainsi l'un des rares pays à avoir atteint les Objectifs du Millénaire. Le sondage national tous ménages le plus récent montre que les

principales prestations de l'Etat sont également profitables aux groupes de la population les plus vulnérables. Et dans le domaine de l'éducation aussi, le Rwanda a accompli de grands progrès: aujourd'hui, 98 pour cent des enfants sont scolarisés.

En dépit de tous les efforts déployés et des résultats obtenus, le retard à combler reste important. Le Rwanda fait partie des pays les plus pauvres du monde. 19 pour cent de la population sont touchés par une pauvreté pluridimensionnelle, c'est-à-dire par une pauvreté qui affecte l'instruction,

Une collaboration fructueuse

Le programme de mentorat au Rwanda s'appuie sur la collaboration de partenaires fiables: l'UNICEF coopère étroitement avec le Département rwandais de l'éducation et des organisations locales à but non lucratif. Les partenaires travaillent main dans la main pour améliorer le système de formation du pays et préparer un terrain qui permettra

aux enfants de contribuer plus tard au développement socio-économique de leur pays. La capacité d'avoir une réflexion critique et la maîtrise de l'anglais sont jugées essentielles. Chose nouvelle, l'accent est mis sur la qualité de la transmission des connaissances. Si les enseignants et les enseignantes ont un déficit de formation,

l'école ne peut pas remplir sa mission première. Le mentorat individuel s'avère particulièrement fructueux. Toutes les deux semaines, les mentors se réunissent pour parler de leur expérience. Les partenaires de la coopération ont ainsi un précieux outil pour observer les progrès.



Des élèves intéressés: un personnel enseignant mieux formé encourage, chez les enfants, le goût d'apprendre.

la santé et le niveau de vie. Et le domaine de la formation dans lequel le Rwanda a accompli quantitativement d'énormes progrès repose encore à maint endroit sur des bases fragiles.

Des retards graves en matière d'apprentissage

Des données évaluées récemment révèlent des lacunes et des retards importants au niveau de la lecture, de l'écriture et du calcul. Dans un test réalisé parmi tous les élèves de 2^e primaire du pays, les enfants



ont atteint à peine la moitié des points pour la lecture et un tiers des points seulement en calcul. Des évaluations effectuées en 5^e année ont débouché sur des résultats similaires. L'intérêt et le plaisir des enfants à rester à l'école baissent de manière continue. Alors qu'en 2012, 73 pour cent des garçons et des filles achevaient leur scolarité, la proportion n'atteignait plus que 65 pour cent en 2016.

Le Rwanda connaît aujourd'hui encore une pénurie d'enseignants. En moyenne, il y a 58 enfants dans une salle de classe. Mais surtout, les enseignantes et les enseignants ne sont pas bien formés et ils ont souvent de la peine à répondre aux besoins des enfants et à s'adapter à leur niveau de connaissances – une situation que l'UNICEF observe avec inquiétude et à laquelle l'organisation réagit. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance aide le ministère de l'éducation et la commission nationale pour les enfants à concevoir et à

mettre en place des stratégies qui améliorent la qualité de l'instruction scolaire. Le programme auquel UNICEF Suisse et Liechtenstein apporte une contribution financière prépondérante s'appuie sur un système de mentors répartis dans l'ensemble du pays: ces derniers ont pour tâche d'aider quatre ou cinq enseignants à préparer leurs leçons, à améliorer la qualité de l'enseignement et à adapter et développer en permanence le matériel d'enseignement.

«Je me sens beaucoup plus sûre»

Visite à l'école Nyamiyaga dans le district rwandais de Kamonyi: l'enseignante, Laurence Nyirakamonyo, nous accueille à l'entrée et parle avec un soulagement perceptible de la nouveauté introduite dans l'établissement scolaire où elle enseigne depuis des années. Depuis quelques mois, le mentor Avith Ukurikiyeyezu montre au personnel enseignant de nouvelles pistes

Le budget de la formation au Rwanda

- Le Rwanda s'est rendu compte à quel point il était important d'investir dans une formation de bonne qualité. La part du budget national dévolue à la formation a été augmentée, passant de **15,8** pour cent en 2012/13 à **22,3** pour cent en 2017/18.
- Le gouvernement vise à permettre à tous les enfants d'avoir accès à l'école primaire. Entre 2012/13 et 2017/18, la part du budget

de la formation réservée au niveau préscolaire et primaire a augmenté de **27,8** à **41,7** pour cent.

- Les mesures du Rwanda en faveur de la formation sont décentralisées: plus de **50** pour cent du budget de la formation sont consacrés à des mesures au niveau régional. Ceci offre la garantie de toucher les enfants non seulement dans les centres urbains mais aussi dans les régions rurales.

- Le secteur de la formation planifie bien – au niveau national et au niveau des districts: le cadre budgétaire a pu être respecté ces années passées à **92** pour cent au niveau national et à **100** pour cent au niveau des districts.

Une instruction scolaire pour les enfants vulnérables au Rwanda

pour dispenser un enseignement axé sur les compétences, qui «sont beaucoup plus fortement centrées sur l'enfant», explique Laurence Nyirakamonvo. «C'est une chance fantastique pour moi d'apprendre de nouvelles choses.» La jeune femme ajoute encore: «Depuis lors, je me sens beaucoup plus sûre.»

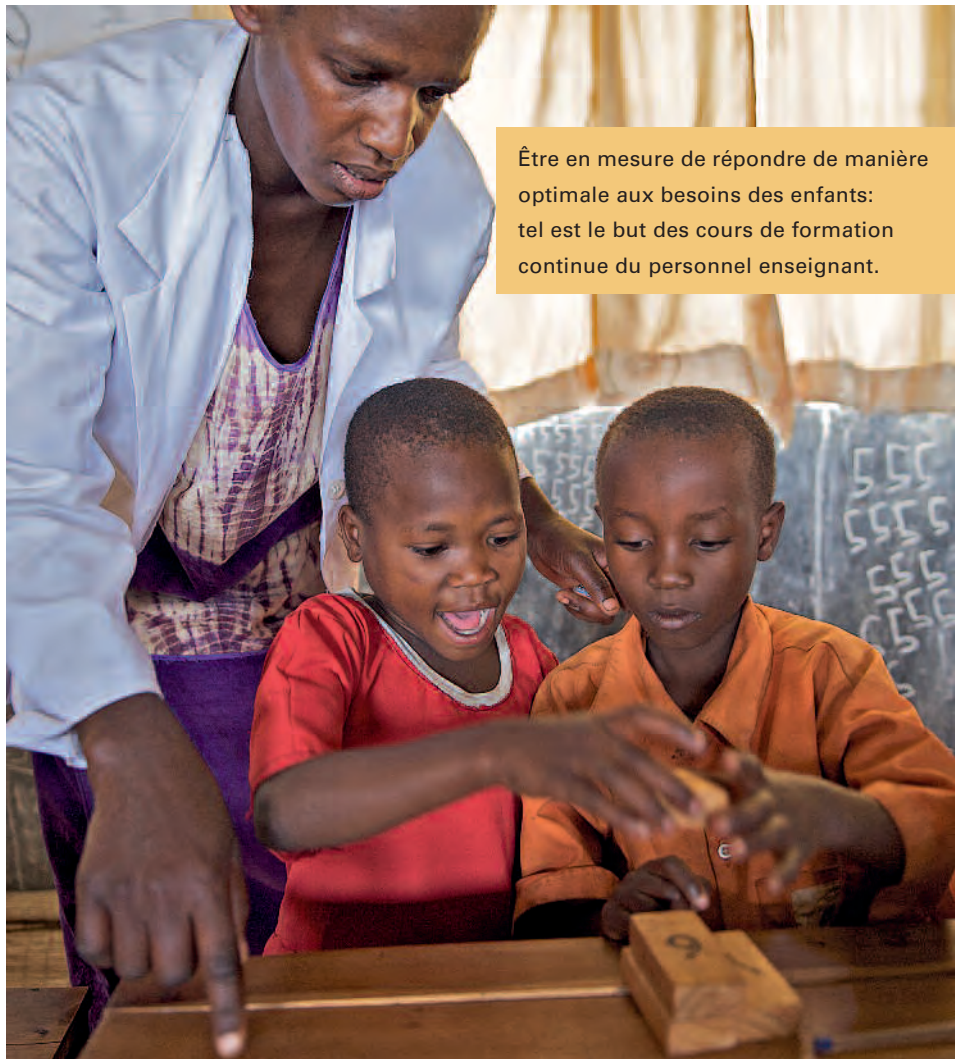
Les mentors comme Avith Ukurikiyeyezu travaillent à plein temps. Ils ont été spécialement formés par l'UNICEF en collaboration avec le ministère de l'éducation et diverses organisations partenaires afin d'aider en continu les enseignants à progresser dans leur formation professionnelle. Avith Ukurikiyeyezu accompagne les 25 enseignantes et enseignants de l'école Nyamiyaga. «Il y a chaque jour de petits progrès», observe-t-il en décrivant les multiples défis auxquels les enseignants sont confrontés. «Je les écoute et je fais de



mon mieux pour répondre à chacun et partager mon expérience et mes connaissances.»

Des milliers d'enseignants et d'enseignantes sont bénéficiaires

Afin d'améliorer durablement la qualité de l'enseignement au Rwanda, l'UNICEF a remanié entièrement le plan d'études de base du pays avec le concours du ministère de l'éducation et de la formation. La stratégie nationale a pour but d'assurer un soutien permanent aux enseignants et aux enseignantes, d'investir dans leur formation et de transformer progressivement l'approche basée sur les connaissances, encore très fréquente, en une approche axée sur les compétences. Ceci requiert de la part du personnel enseignant d'autres capacités et savoir-faire; ils doivent s'adapter aux enfants et ne pas se focaliser



Être en mesure de répondre de manière optimale aux besoins des enfants: tel est le but des cours de formation continue du personnel enseignant.

uniquement sur l'apprentissage de la lecture, du calcul, de l'écriture ainsi que des branches scientifiques et techniques mais inclure l'anglais et le développement d'une pensée critique.

Au cours de l'année écoulée, des résultats substantiels ont été atteints: 27 000 enseignantes et enseignants ont bénéficié directement du soutien de l'UNICEF; les mesures introduites ont touché au total un cercle de 75 000 enseignantes et enseignants. L'UNICEF a aidé en outre le ministère de l'éducation à développer un «Teacher Management Information System», c'est-à-dire une base de données nationale concernant le personnel enseignant. Celle-ci constitue la base technique qui permet de relever les progrès accomplis et réunit des données sur l'itinéraire de formation de tous les enseignants et enseignantes dans le but qu'à l'avenir, seules enseignent au Rwanda des personnes qualifiées, possédant les outils nécessaires pour transmettre efficacement des connaissances.

Que fait l'UNICEF?

UNICEF Suisse et Liechtenstein s'investit depuis plus de 20 ans au Rwanda en mettant l'accent sur les programmes de formation. Alors qu'aujourd'hui presque chaque enfant est scolarisé, les efforts se concentrent depuis quelques années sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement. L'UNICEF aide le ministère de l'éducation à concevoir de nouvelles stratégies pour améliorer dans tout le pays les méthodes de travail des enseignantes et des enseignants. Depuis 2012, un programme de mentorat a été introduit de manière à permettre au personnel enseignant de recevoir le soutien et l'accompagnement nécessaires pour améliorer de manière continue ses compétences pédagogiques. L'UNICEF soutient la formation initiale et continue des mentors.

Pour qu'aucun enfant ne glisse entre les mailles

Au Brésil, le droit à l'éducation n'est pas appliqué pour tous les enfants. 6,5 pour cent des garçons et des filles ne sont pas scolarisés. Les 2,8 millions d'enfants concernés appartiennent pour la plupart à des familles particulièrement pauvres et doivent souvent effectuer un travail rémunéré. Le programme de l'UNICEF «Active Search» a très bien commencé. Une plateforme utilisable de manière très large aide les communes à repérer les enfants oubliés et à les intégrer à l'école. D'ici à fin 2019, 50 000 enfants devraient en profiter.



Sa courte vie a été pénible jusqu'à maintenant et jalonnée de nombreux nouveaux départs, cassures et changements. Par moment, Alisson 13 ans a vécu chez son père en ville, puis chez sa mère en région rurale; à d'autres moments, il a logé chez l'une de ses sœurs aînées et on l'a envoyé à plusieurs reprises chez une tante. Le garçon n'a pas de véritable chez-soi. «J'ai déjà vécu à beaucoup d'endroits», dit-il. En plus, il a dû travailler dur très tôt. A peine Alisson tenait-il sur ses deux jambes que sa mère l'emmenait avec elle pour aider à la cueillette des haricots. Après son entrée à l'école, la situation s'est compliquée. «J'étais des mois chez ma maman et je n'allais plus à l'école.» Il revenait généralement après la fin de la récolte – quand ses camarades avaient déjà passé à l'année suivante.

«La vérité, c'est que je ne voulais pas aller à l'école parce que j'avais tellement honte.»

Il y a quelques mois, sa vie a changé. Lucijane Neves, une collaboratrice du projet lancé par l'UNICEF appelé «Active Search», est allée voir Alisson qui habitait

alors de nouveau chez l'une de ses sœurs et n'était plus allé à l'école pendant des mois. Le garçon aux yeux marron très vifs penche la tête de côté et raconte que la femme lui a demandé pourquoi il n'était pas à l'école. «Je lui ai dit que je n'avais aucun cahier. Et elle m'a dit qu'elle m'en procurerait.» Il sourit malicieusement: «La vérité, c'est que je ne voulais pas aller à l'école parce que j'avais tellement honte.» Alisson est en retard dans beaucoup de matières. A ce moment-là, il ne savait ni lire ni écrire. Mais Lucijane Neves a tenu bon. Elle a finalement convaincu le garçon de donner encore une chance à l'école.



Des milliers d'enfants doivent travailler

Il était clair pour toutes les personnes impliquées que le nouveau départ ne serait pas facile. Selon Roberto Reis, le directeur de l'école, la biographie d'Alisson est loin d'être un cas unique: «60 pour

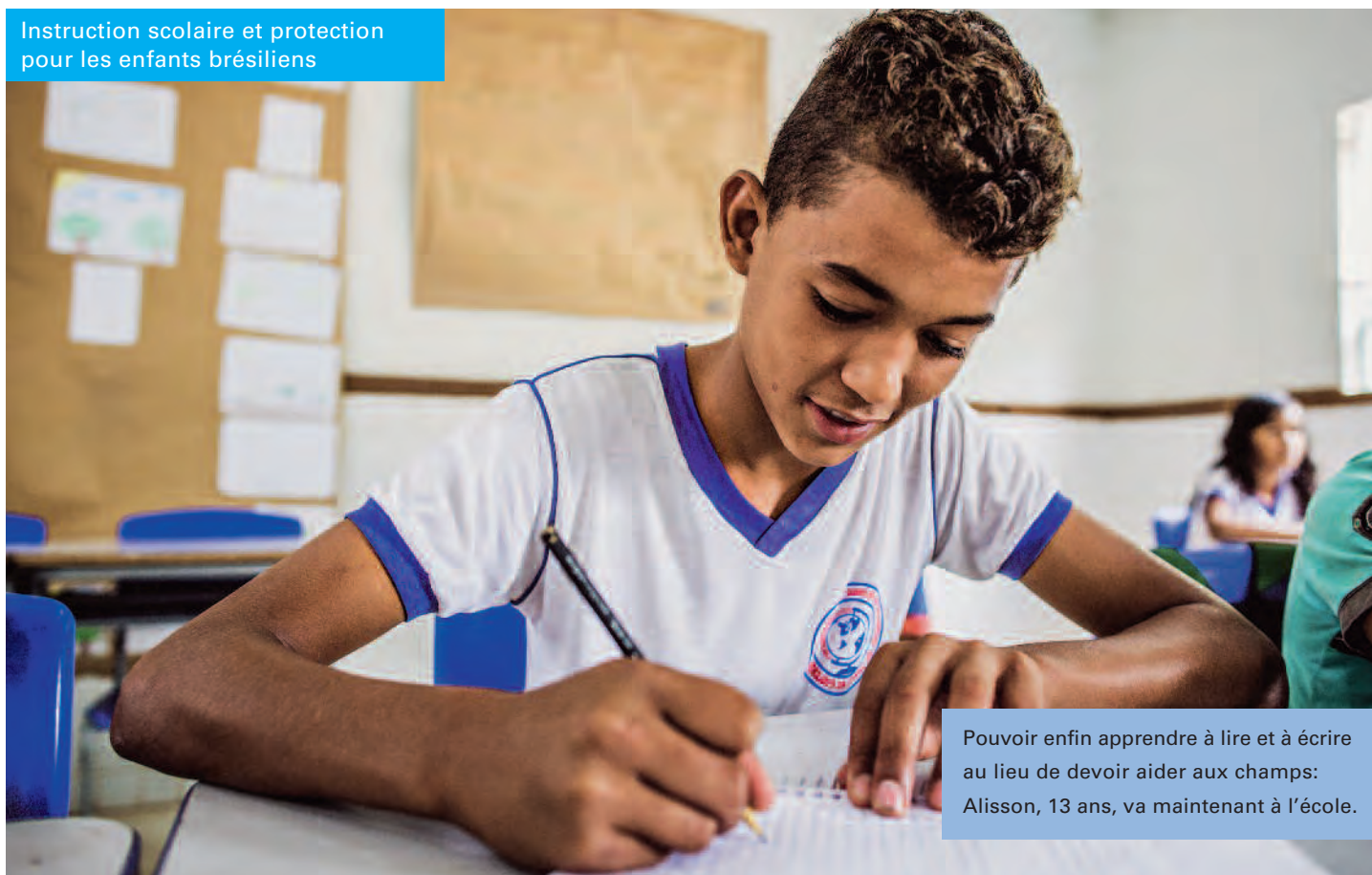
L'instruction scolaire est la base du développement durable

Une instruction de base de bonne qualité est le fondement indispensable pour pouvoir améliorer vraiment les conditions de vie au niveau de l'individu, de la communauté et de la société dans son ensemble – elle joue donc un rôle essentiel. C'est ce qu'a reconnu et noté la communauté internationale dans le cadre des objectifs de

développement durable. Le quatrième objectif affirme que tous les enfants devraient avoir accès à une instruction et à une formation de qualité et pouvoir continuer d'apprendre tout au long de leur vie.

L'accent est mis sur les enfants les plus désavantagés issus de familles particulièrement pauvres.

D'ici à l'année 2030, il s'agit d'assurer à tous les garçons et les filles du monde entier une instruction scolaire primaire et secondaire de bonne qualité. Le programme de l'UNICEF actuellement en cours au Brésil est directement rattaché à ces objectifs.



Pouvoir enfin apprendre à lire et à écrire
au lieu de devoir aider aux champs:
Alisson, 13 ans, va maintenant à l'école.

cent de nos élèves, filles et garçons, ont au minimum deux ans de retard à l'école en raison de leur situation familiale.» Le directeur évoque là un problème largement répandu. Au Brésil, 35 pour cent des 15 à 17 ans sont restés au niveau de l'école primaire, cela représente plus de 3 millions de garçons et de filles. Et 2,8 millions de 4 à 17 ans ne fréquentent aucune école. Ils grandissent souvent dans des milieux auxquels beaucoup de choses font défaut: un chez-soi sûr, des moyens suffisants pour assurer la nourriture des enfants, des parents qui jugent prioritaire l'instruction scolaire de leurs enfants. Au lieu de pouvoir apprendre à lire, à écrire et à calculer,

ces enfants sont souvent contraints de travailler. 7 pour cent des enfants du Brésil sont concernés, bien que les lois l'interdisent très clairement. Le dernier sondage national tous ménages, réalisé en 2016, indique que 412000 enfants âgés de 5 à 13 ans travaillent – 56 pour cent d'entre eux dans l'agriculture.

Un accompagnement étroit: pour chaque enfant

Derrière chacun de ces chiffres, il y a un enfant. L'un d'eux est Alisson qui a passé une grande partie de son enfance à cueillir des haricots; il a le niveau d'apprentissage et de connaissance d'un enfant de 8 ans et

est réinséré à l'école – un parcours semé d'embûches. «Si l'on manque de doigté, les enfants ne restent pas longtemps», le directeur Roberto Reis en est conscient. Il est essentiel de prendre en compte les circonstances de vie des enfants dans leur ensemble et de détecter très vite où se situent les déficits majeurs – un investissement qui s'avère payant chez Alisson au bout de peu de temps. Les premières semaines, le garçon semblait souvent accablé, commente Roberto Reiss, «la plupart de ses anciens camarades de classe étaient beaucoup plus avancés que lui». Le coordinateur pédagogique de l'école et l'enseignant principal ont ac-

Saisir le cœur de la problématique puis agir

Un sondage réalisé en lien avec la plateforme numérique «Active Search» a révélé que le fait que les parents ne sont pas conscients de l'importance de l'instruction scolaire était l'une des raisons principales pour lesquelles les enfants n'étaient pas scolarisés. En outre, beaucoup d'enfants n'ont pas les papiers nécessaires pour être

inscrits à l'école. Il est important de connaître les raisons. Car c'est ce qui permettra aux communes de savoir comment intervenir. Avec le concours de ses partenaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance informe à large échelle sur la nouvelle stratégie visant à scolariser les enfants laissés de côté. Rien qu'en août et en septembre

2018, il a été possible de toucher plus de 2000 spécialistes de l'éducation, assistants sociaux et collaborateurs du domaine de la santé et de les informer de cette campagne dans le cadre de trois conférences nationales.



compagné Alisson de très près et ont tout fait pour qu'il n'abandonne pas. «Aujourd'hui, nous voyons qu'il va bien. Il aime apprendre et assimile ce qu'il a manqué jusqu'à maintenant.»

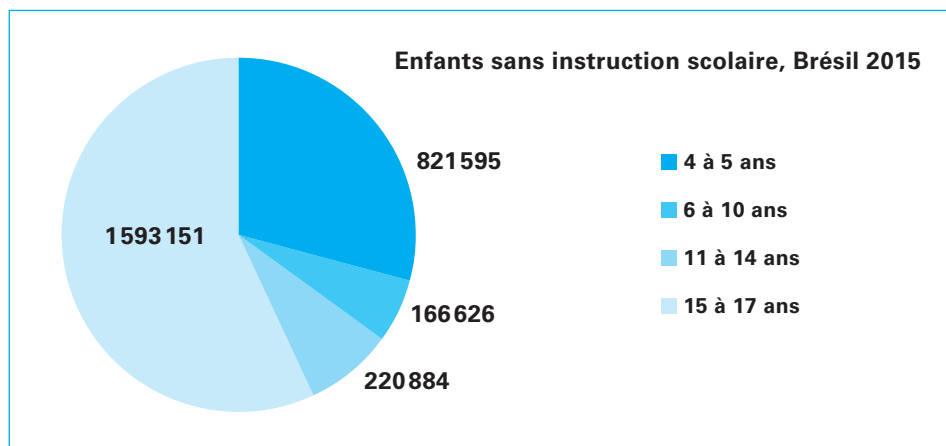
Les enfants comme Alisson sont au centre du programme réalisé actuellement par l'UNICEF. Depuis huit ans, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance recueille continuellement des données au Brésil sur les garçons et les filles qui ne sont pas scolarisés ou qui abandonnent l'école et procède à une analyse de la situation. C'est sur cette base que le projet «Active Search» a été conçu par l'UNICEF en collaboration avec le ministère de l'édu-

cation et des partenaires compétents au niveau technique. Le but est d'aider les communes à repérer les enfants qui ne vont pas à l'école, à prendre contact avec eux, à les scolariser et à les accompagner par la suite pour éviter qu'ils n'abandonnent à nouveau l'école prématurément. A cet effet, un logiciel a été conçu spécialement ainsi qu'une application pour les téléphones portables; parallèlement, de nouveaux outils d'entraînement sont conçus de manière continue et des cours sont proposés en ligne. En l'espace d'une année, plus de 2300 communes se sont associées au projet lancé en 2017. Les mesures portent leurs fruits. D'ici à fin

2019, 50000 enfants devraient en être bénéficiaires. Des enfants comme Alisson. «J'aimerais tout d'abord apprendre à mieux lire et écrire», dit-il, «et j'aimerais absolument terminer l'école».

Que fait l'UNICEF?

L'accès à une instruction scolaire pour les enfants les plus défavorisés du Brésil est depuis une vingtaine d'années une priorité des programmes soutenus par UNICEF Suisse et Liechtenstein. Bien que l'école soit obligatoire pour tous les 4 à 17 ans, d'innombrables enfants restent en marge de toute instruction scolaire. Le travail continu de l'UNICEF, actuellement dans le cadre du programme «Active Search», a pour but d'empêcher l'exclusion des garçons et des filles de familles pauvres. L'accès à l'instruction scolaire leur permet d'apprendre, de se développer et réduit le risque que représente le travail des enfants. Car aujourd'hui encore, 7 pour cent des 4 à 17 ans sont touchés par le travail des enfants.



Il ne faut pas oublier les jeunes moines et les jeunes nonnes

Les écoles traditionnelles du Bhoutan rattachées aux monastères sont devenues ces dernières années un refuge pour les enfants particulièrement vulnérables. Pourtant, beaucoup d'écoles ne proposent pas les matières d'enseignement inscrites dans la Constitution et présentent de nombreux déficits, par exemple en ce qui concerne les sanitaires, la nourriture ou le mouvement. Le programme réalisé par l'UNICEF vise à permettre aux 8000 petits moines et nonnes de ne pas rester à l'écart des mesures essentielles en matière de protection de l'enfant.



Un bagage précieux pour la vie après le monastère: les mesures de l'UNICEF complètent le plan d'études par des branches comme l'anglais et les mathématiques.





Les trois garçons ont passé un bras autour de l'épaule de leurs amis et sourient. Pour la photo, ils se sont assis sur le seuil devant le monastère Jakar Rabdey où tous trois – âgés respectivement de six, sept et huit ans - vont à l'école depuis peu.

Leur habit rouge foncé semble encore un peu grand sur leurs corps menus et l'un des trois est en fait trop jeune pour vivre dans l'un des 400 monastères que compte le Bhoutan. L'âge d'admission est fixé à sept ans au minimum. Mais des situations familiales désespérées poussent de nombreux parents à confier leurs enfants à une école de monastère alors qu'ils sont très jeunes. Ici, ils ont au moins un toit et des repas réguliers. Les trois petits moines ont des familles très peu stables.

Le sort de ces garçons est emblématique de celui que connaissent plus de 8000 jeunes moines et nonnes au Bhoutan. Alors que les écoles traditionnelles des monastères étaient, jusqu'au début des années soixante, les uniques institutions du pays dédiées à l'éducation, elles sont devenues de plus en plus souvent ces dernières années un refuge pour les enfants marginalisés, à savoir des enfants dont les parents sont séparés et qui vivent au-dessous du minimum vital, des orphelins, des garçons et des filles non enregistrés à la naissance ou des enfants handicapés. Le nouveau chapitre de leur vie qui commence alors pour eux peut être très dur.

Un grand nombre de ces monastères vieux de plusieurs centaines d'années n'ont ni chauffage, ni installations sanitaires, ni accès à l'eau courante. L'état de santé de beaucoup de jeunes moines et nonnes est préoccupant. Les pneumonies, les cas de diabète et les affections cutanées sont courants. Mais les enfants qui fréquentent les écoles des monastères ne sont pas seu-

Un manuel utile

L'année dernière, l'UNICEF a conçu un manuel intitulé «Empowering Monks & Nuns to Promote Sustainable WASH Practices in Bhutan» qui est distribué largement dans les écoles des monastères. Ce manuel décrit les règles d'hygiène essentielles comme par exemple le lavage régulier des mains et explique les principes d'une

nourriture équilibrée. Il sert de base aux enseignantes et aux enseignants pour promouvoir une bonne hygiène et une alimentation saine. Les jeunes moines et les jeunes nonnes peuvent ainsi s'informer directement sur la manière de prendre soin de leur santé au quotidien.





Faciliter la vie de tous les jours: les écoles des monastères sont de plus en plus nombreuses à avoir de l'eau potable et des installations sanitaires.

lement désavantagés sous l'angle de la santé. Comparativement aux écoles publiques, l'anglais ou les mathématiques ne sont guère enseignés dans les écoles des monastères. Le quotidien scolaire est marqué par l'apprentissage par cœur des prières pendant des heures. Au moment où ils quittent le monastère, les jeunes moines et nonnes sont ainsi privés de nombreuses possibilités professionnelles.

Des déficits marqués dans le système éducatif des monastères

La Constitution du royaume du Bhoutan exige que tous les enfants du pays aient accès à des mesures étendues en matière de formation, de manière à développer les compétences qui leurs permettront de devenir des adultes autonomes, bien informés et critiques. Mais les réformes de la formation et les cours de perfectionnement destinés au personnel enseignant ne franchissent pas toujours les murs des monastères. L'écart entre le niveau d'instruction des enfants qui fréquentent les écoles publiques et celui des enfants qui grandissent dans les monastères est gigantesque.

L'UNICEF aide le gouvernement et la Commission des affaires monastiques à combler cet écart. L'approche est globale. Elle inclut l'aménagement d'installations sanitaires – par exemple des latrines sépa-



rées pour garçons et filles –, l'accès à l'eau potable, la transmission de pratiques indispensables en matière d'hygiène comme le lavage régulier des mains, l'élargissement des branches enseignées, l'amélioration de la qualité de l'enseignement ainsi que des mesures en matière de protection de l'enfant.

Il a été possible de toucher des milliers d'enfants vivant dans les monastères

L'année dernière, l'UNICEF a pu, en collaboration avec ses partenaires sur place, aménager des toilettes et des lavabos dans deux monastères particulièrement isolés; dans deux autres, l'eau courante est en cours d'installation. 16 écoles de monastères ont été équipées de systèmes d'eau chaude et 37 autres ont été munies de filtres à eau. 2115 enfants en tout bénéficient de ces mesures dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et des sanitaires. De surcroît, 786 moines et nonnes ont participé à des ateliers de sensibilisation consacrés au thème de l'hygiène.

L'année dernière, 39 enseignantes et enseignants ont été sensibilisés aux mesures de protection de l'enfant. Ils ont acquis des compétences qui leur permettent de mieux réagir à des signes de vulnérabilité particuliers. Par ailleurs, plus de 1500 jeunes moines et nonnes de 47 écoles de monastères ont été formés, de manière à mieux se protéger eux-mêmes contre l'exploitation et la violence. 60 enseignantes et enseignants de 54 monastères ont suivi un cours intensif de dix jours pour apprendre à enseigner les bases de l'anglais; plus de 2000 jeunes moines et 200 jeunes nonnes bénéficieront de ces améliorations.

L'une des enseignantes est Tsuendru Tharchen. Ayant elle-même grandi dans



un monastère, la jeune femme de 22 ans sait combien le quotidien peut être dur pour les enfants. Aujourd'hui, elle enseigne au monastère de filles Shechen Orgyencholing à Wang Sisina. «Au début, je me sentais très peu sûre», dit-elle, «je craignais de ne pas avoir les connaissances nécessaires pour enseigner aux enfants de manière convaincante.» Mais le cours soutenu par l'UNICEF l'a motivée. «J'ai appris à utiliser de nouvelles techniques qui m'aident à avoir davantage d'assurance.» Elle sourit brièvement, penche la tête et ajoute: «Il nous faudrait davantage de cours de ce type. C'est l'unique façon de donner aux jeunes moines et aux jeunes nonnes la possibilité d'avoir, plus tard, de réelles chances.»

Que fait l'UNICEF?

UNICEF Suisse et Liechtenstein s'emploie au Bhoutan depuis une vingtaine d'années à développer la qualité de l'instruction scolaire. Durant ces trois dernières années, le parrainage de projet se focalisait sur un programme qui vise à améliorer globalement les conditions dans les monastères pour plus de 400 écoles traditionnelles. Les mesures sont mises en œuvre en étroite collaboration avec le ministère de l'éducation et la commission des affaires monastiques et les résultats sont manifestes. Désormais, des milliers de jeunes moines et de jeunes nonnes ont accès à l'eau potable et à des installations sanitaires.

Davantage de mouvement

Une enquête réalisée l'année dernière par l'UNICEF dans l'ensemble du pays à propos de la santé physique des jeunes moines et des jeunes nonnes du Bhoutan révèle que les activités physiques et sportives proposées aux enfants sont insuffisantes. Les jeunes moines et nonnes sont nombreux à souffrir de maladies comme le diabète ainsi que de maux imputables aux longues

heures passées en position assise et à la nourriture trop grasse et peu variée. Par la suite, un atelier a été organisé pour 30 enseignantes et enseignants; dans ce cadre, un programme de mouvement pour les jeunes moines et nonnes fondé sur la danse masquée traditionnelle leur était présenté.

Une alimentation saine pour les jeunes enfants boliviens les plus vulnérables

Tous les enfants ont le droit de se développer dans de bonnes conditions. Pour des milliers de garçons et de filles en Bolivie, ce n'est pas le cas: il s'agit en majorité d'enfants d'origine indigène. 26 pour cent des moins de trois ans souffrent de malnutrition chronique et celle-ci peut entraîner des retards de développement – parfois avec des conséquences pour toute la vie. L'UNICEF se mobilise activement pour des chances équitables et met l'accent sur des programmes nutritionnels qui ciblent en particulier les enfants les plus fortement menacés.



Independencia est une petite ville dans le département bolivien de Cochabamba et compte environ 1800 habitants. Une grande route non stabilisée grimpe en lacets jusqu'à la localité perchée à 2600 mètres d'altitude. Le chef-lieu du département ne se trouve qu'à 160 kilomètres de distance mais le trajet sur la route cahoteuse prend sept heures. Rien que l'an dernier, les accidents de la circulation survenus sur cette route ont causé 20 morts.



La petite ville rencontre de nombreux problèmes: l'accès aux soins médicaux est compliqué, beaucoup de gens n'ont pas les connaissances indispensables en matière d'hygiène, le taux de mortalité chez les nouveau-nés est élevé. L'UNICEF observe avec une inquiétude croissante les habitudes alimentaires de nombreuses familles et les conséquences souvent graves de la malnutrition chronique parmi les enfants en bas âge. Comme l'explique la conseillère en nutrition locale, Margot Tobar, de nombreuses mères n'allaitent leurs bébés que durant trois mois et donnent ensuite aux petits du lait en poudre et des aliments à base de farine. «Elles produisent des légumes», poursuit Tobar, «mais beaucoup préfèrent les vendre.» Il est donc crucial de parler avec les parents. Récemment encore, Margot Tobar a pu conseiller une jeune mère dont l'enfant présentait des retards de croissance. «Par chance, nous avons réussi à stabiliser la fillette trop maigre et trop petite au cours des deux premières années de vie», ajoute



Vitamines, sels minéraux, oligo-éléments: ils sont indispensables pour que les jeunes enfants boliviens grandissent en bonne santé.

Tobar. Si la malnutrition chronique n'est pas traitée au cours des 24 premiers mois de la vie, elle peut causer des dommages irréversibles au cerveau et menacer tout le développement ultérieur de l'enfant.

Une pauvreté très répandue

C'est le sort que connaissent de nombreux enfants en bas âge en Bolivie. 16 pour cent d'entre eux souffrent de retards de développement en raison de la malnutrition

chronique. Ils grandissent pour la plupart dans des familles indigènes de l'Amazonie qui s'étend sur plus de 60 pour cent du pays ou dans d'autres régions reculées. Les conditions de vie sont souvent précaires: seuls 27 pour cent de la population rurale ont accès à des installations sanitaires et 79 pour cent à l'eau potable. Au total, 43 pour cent des enfants sont affectés par une pauvreté pluridimensionnelle – cela signifie qu'ils sont désavantagés du point de vue

Une nouvelle loi pour une alimentation saine

La Bolivie a pris conscience depuis des années de l'importance d'une alimentation saine et équilibrée pour ses enfants et a donné récemment un nouveau signal dans ce sens: une nouvelle loi nationale adoptée récemment – la «loi no 775» – exige que des formations et des cours d'entraînement portant sur une alimentation saine doivent avoir lieu régulièrement dans tous les départements avec les spécialistes de la

santé responsables. Comme base de départ, le ministère de la santé a défini des stratégies pour atteindre de manière efficace une large frange de la population avec des informations concernant une alimentation saine. Les efforts déployés ont pour but de supprimer la malnutrition et les carences nutritionnelles et d'encourager un mode de vie sain. La loi oblige aussi les fabricants de produits alimentaires à énoncer clairement

de l'instruction scolaire, de la santé et du niveau de vie. Dans les zones rurales où vit principalement la population indigène, la malnutrition chronique affecte près de 26 pour cent des enfants, tandis qu'elle concerne 15 pour cent des enfants dans les milieux urbains dotés de meilleures infrastructures.

C'est là qu'interviennent les programmes de l'UNICEF: tous les jeunes enfants devraient avoir les mêmes chances; tous les enfants devraient bénéficier d'une protection complète; chaque fille et chaque garçon devraient pouvoir prendre un bon départ. L'UNICEF aide le gouvernement bolivien à concevoir et à mettre en place une approche globale qui inclut la santé, l'hygiène, la protection de l'enfant et la nutrition.

Le lait maternel, un bien précieux

Il s'agit de focaliser les efforts sur les mille premiers jours de la vie et de porter une attention particulière à l'allaitement. Car le lait maternel a toujours la bonne température et offre une entière sécurité même là où il n'y a pas d'eau potable; il ne coûte rien et contient tout ce dont les bébés ont absolument besoin: des vitamines, des



sur les emballages la part de sucre et de sel ainsi que les types de graisse contenus dans les différents aliments.

Des chances de développement égales pour tous les enfants de Bolivie

sels minéraux, des enzymes et des anti-corps. Les enfants que l'on allaite durant les six premiers mois sont nettement moins réceptifs aux infections, aux affections diarrhéiques et aux pneumonies. Le lait maternel permet par exemple de réduire de 34 pour cent le nombre des infections des voies respiratoires inférieures chez les enfants en bas âge.

La Bolivie a pris conscience de l'importance de l'allaitement maternel. Les données les plus récentes concernant les pratiques en matière de santé et de nutrition montrent que 78 pour cent des nouveau-nés sont allaités au cours de la première heure suivant la naissance. En outre, 64 pour cent des bébés sont nourris exclusivement au lait maternel durant les six premiers



mois. Par rapport à l'année 1998, cela représente une augmentation de 25 pour cent. Mais dans les régions rurales, un travail de sensibilisation et d'information pour toucher les enfants des familles particulièrement vulnérables reste indispensable.

Un programme efficace

L'UNICEF attache beaucoup d'importance à l'analyse des indicateurs. Durant l'année écoulée aussi, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a aidé le ministère de la santé par du savoir-faire technique à recueillir des données essentielles et à les évaluer. Cinq centres de santé qui proposent de bons conseils nutritionnels ainsi qu'un appui professionnel en matière d'allaitement ont été déclarés «amis des



Prendre un bon départ, grâce à une alimentation équilibrée riche en fruits et en légumes.

bébés». Le nombre des accréditations augmente constamment. Au total, 139 hôpitaux portent le label; en 2017, 28 centres de santé sont venus s'ajouter ainsi que 11 autres au cours de la première moitié de 2018.

L'UNICEF élabore en outre avec le gouvernement des opérations stratégiques pour procurer à tous les enfants en bas âge les micronutriments nécessaires. L'année dernière, des ateliers ont eu lieu avec les responsables de la santé des 9 départements du pays et un système de surveillance a été introduit. L'UNICEF réalise de surcroît au niveau communal des campagnes de sensibilisation pour les parents et informe en particulier les mères de l'importance d'une alimentation saine. Juana est l'une d'elles. C'est avec un large sourire que la jeune femme se présente, sa petite fille dans les bras. Elle a reçu ces dernières semaines des informations importantes concernant la façon la meilleure de nourrir sa petite: elle l'allaite et lui donne en plus de la bouillie de banane et de légumes qu'elle prépare elle-même. Aujourd'hui, sa fille fait partie des en-

fants boliviens qui ont ce à quoi chaque enfant aurait droit: une bonne santé dès le départ.

Que fait l'UNICEF?

Les enfants indigènes qui grandissent dans la pauvreté sont au centre de l'engagement de l'UNICEF en Bolivie. Les programmes en cours ont pour but de permettre aux jeunes enfants de grandir en bonne santé et en sécurité. L'UNICEF conseille le gouvernement au niveau national; les mesures concrètes se concentrent surtout sur les quatre départements particulièrement concernés de La Paz, Cochabamba, Santa Cruz et Pando. L'une des priorités est la malnutrition chronique des jeunes enfants. UNICEF Suisse et Liechtenstein soutient des programmes nutritionnels afin de procurer aux enfants les micronutriments indispensables et d'encourager l'allaitement maternel.

De maison en maison, d'un enfant à l'autre

La lutte contre la polio est une réussite. Alors qu'en 1988, on recensait des nouveaux cas dans 125 pays, leur nombre s'était réduit à deux l'an dernier:

l'Afghanistan et le Pakistan.

Afin d'éradiquer définitivement la paralysie infantile, l'UNICEF cherche à atteindre les régions les plus inaccessibles dans le but de vacciner les derniers enfants encore non protégés. C'est ce qui se passe actuellement en Afghanistan. 10 millions d'enfants de moins de cinq ans vivent dans ce pays. Ils sont répertoriés sur des cartes et on relève en continu la couverture vaccinale de chaque enfant.



La porte en fer rouillé conduit à une rue tranquille de la banlieue de Herat. La ville est située dans un bassin fluvial fertile de l'Ouest de l'Afghanistan, un territoire marqué par une histoire millénaire et qui doit faire face à un problème d'actualité: dans cette région, la paralysie infantile n'a pas encore été éradiquée. L'an dernier, on a relevé 18 nouveaux cas dans le monde, 14 d'entre eux en Afghanistan. La lourde porte s'ouvre en grinçant. Setayesh, 4 ans, sautille dans la rue, suivie de son père Reza Nazeri qui porte dans ses bras la petite Saharnaz âgée de 2 ans. Le père de famille a appris qu'une équipe de vaccination serait présente dans la rue. Au loin, on voit déjà deux femmes avec des boîtes isothermes bleues accrochées à l'épaule. Elles font partie de l'équipe de vaccination qui frappe à toutes les portes de Herat et fait avaler à tous les enfants le vaccin

contre la polio. Car il ne sera possible de mettre fin à la polio qu'au moment où tous les garçons et les filles auront été vaccinés. Il suffit qu'un seul enfant ne soit pas vacciné pour que la polio puisse à nouveau se propager.

Des micro-plans comme précieux outil de travail

Tout d'abord, Setayesh et Saharnaz regardent les personnes qui vaccinent avec méfiance puis ils penchent la tête en arrière et ouvrent grand la bouche. En plus de gouttes de vaccin, on leur donne aussi une dose de vitamine A. Et déjà, les membres de l'équipe emportent leurs boîtes isothermes et continuent leur route. Inlassablement, ils passent de maison en maison, d'un enfant à l'autre. En un mois, ces travailleuses courageuses vaccinent plus de 150 000 jeunes enfants..

Pakistan: 11 500 enfants vaccinés à l'occasion du jour de l'indépendance

Le Pakistan fait tout ce qui est possible pour éradiquer la polio. Actuellement, des équipes de vaccination interviennent sur 390 lieux de transit importants afin de vacciner les enfants qui voyagent: aux passages de la frontière, aux arrêts de bus, dans les gares. Mais jamais encore, il n'avait été possible de vacciner en une seule journée autant de garçons et de filles de moins de 5 ans que lors de la dernière fête de l'indépendance.

Comme chaque année, des milliers de personnes se sont rassemblées le 14 août autour du mausolée du fondateur du Pakistan, Muhammad Ali Jinnah. Une équipe constituée de 20 spécialistes des vaccinations formés par l'UNICEF était sur place de l'aube à la nuit pour faire avaler le vaccin oral aux nombreux enfants non immunisés. En une journée, 11 409 enfants ont été vaccinés – un record mondial.





Des gouttes d'importance vitale: le vaccin oral est administré à tous les enfants insuffisamment protégés.



C'est une véritable performance dans ce pays qui connaît une forte croissance démographique et une grande proportion de nomades. Il n'est pas facile d'avoir une vue précise du nombre d'enfants vivant dans une province, dans un district, dans un village, dans une rangée de maison, dans une maison ou dans une tente. Les micro-plans établis par les équipes de vaccination avec l'aide de l'UNICEF jouent donc un rôle essentiel. Les plans

des villes sont un outil simple pour que chaque membre de l'équipe de vaccination sache clairement durant une campagne: où vais-je commencer ma journée? Combien d'enfants vais-je vacciner aujourd'hui? Quelles sont les rues dont je vais m'occuper? Dans combien de maisons vais-je entrer? C'est sur cette base que l'on relève quels enfants ont été vaccinés partiellement ou complètement.

Nigeria: le «Hard-to-Reach-Project» permet de toucher les derniers enfants non encore vaccinés

Le dernier cas de polio au Nigeria a été recensé en 2016. Au bout de trois ans sans nouveau cas, le pays est déclaré officiellement sans polio par l'Organisation mondiale de la santé. Les efforts du gouvernement et de l'UNICEF ne se relâchent pas – surtout dans les régions à haut risque du Nord du pays difficiles à atteindre. Le «Hard-to-Reach-Project» («Projet des difficiles à atteindre») permet de combler les

dernières failles de vaccination et de toucher les enfants qui ne bénéficient pas encore d'une protection vaccinale complète. Par exemple le petit Ibrahim, 3 ans, qui grandit dans la communauté nomade des Daurawa Shazagi. Le petit garçon a souffert d'une infection durant des mois. Le centre de santé le plus proche se trouve à une journée de marche. Un jour, le père d'Ibrahim a appris qu'une équipe médicale

venait dans sa région et soignait les enfants malades. Il a rencontré des collaborateurs du «Hard-to-Reach-Project» soutenu par l'UNICEF qui vaccinent les enfants et leur dispensent des soins médicaux. Le petit Ibrahim a pu être soigné et vacciné – comme 2390 autres enfants de l'Etat de Jigawa.



Un travail systématique

A proximité de la maison où vivent Setayesh et Saharnaz, le docteur Khushal Khan Zaman est assis à sa table et feuillette des plans. Il explique comment les professionnels de la santé recensent une fois par an chaque maison de son quartier et comparent le résultat à celui de l'année précédente. Les personnes qui vivent sur place sont le mieux informées des changements dans leur communauté. C'est la seule façon de garantir que tous les enfants sont pris en compte et qu'aucun ne glisse entre les mailles. «Il faut savoir clairement qui est responsable de telle ou telle zone», explique le docteur Khushal. Quand les membres d'une équipe de vaccination frappent à la porte, ce n'est pas un hasard; l'intervention fait partie d'un plan complet pour lequel l'UNICEF apporte dans la mesure du possible son soutien à

l'Etat. Ce n'est que grâce à cette démarche précise qu'il sera possible d'éradiquer définitivement la polio.

Les résultats obtenus sont colossaux. Depuis l'an 2000, 2,5 milliards d'enfants ont été vaccinés dans le monde contre la polio avec le soutien de l'UNICEF. La polio ne touche plus que quelques régions et le nombre des nouveaux cas recensés ne cesse de diminuer. L'an dernier, 14 nouveaux cas ont été signalés en Afghanistan et quatre au Pakistan. Au Nigeria, l'un des derniers pays dits endémiques, il n'y a eu aucun nouveau cas depuis 2016 grâce aux efforts intenses déployés; ce pays pourrait même être déclaré prochainement sans polio par l'Organisation mondiale de la santé. On réussit de mieux en mieux à toucher les enfants même dans les zones les plus reculées et à les vacciner complètement. Au Pakistan, par exemple, la cou-

verture vaccinale a pu être accrue en quatre ans de 75 pour cent à plus de 95 pour cent.

Des milliers d'aides bénévoles

En Afghanistan aussi, les efforts consentis n'ont jamais été aussi soutenus que ces deux dernières années. Des équipes spécialisées travaillent aux passages de la frontière avec le Pakistan et s'occupent de manière ciblée des enfants des familles nomades qui se déplacent au fil des saisons. Sept journées nationales et douze journées locales de vaccination ont été organisées afin de toucher les 10 millions d'enfants du pays âgés de moins de cinq ans. Les résultats des campagnes de 2017 indiquent que plus de 94 pour cent des enfants ont été vaccinés. Le nombre des enfants non atteints a pu être abaissé de 391 000 à 138 000 entre janvier 2017 et mars 2018. Les équipes de vaccination se placent également de manière systématique là où les enfants reviennent en Afghanistan en provenance du Pakistan et de l'Iran. Rien qu'en 2017, plus de 50 000 enfants de familles revenues au pays ont été vaccinés. Le nombre de plus en plus élevé de bénévoles qui aident à vacciner les enfants est révélateur de la volonté de vaincre définitivement la polio: au cours de ces deux dernières années, leur nombre a augmenté de 21 000 à plus de 28 500.

Que fait l'UNICEF?

En 1988, l'UNICEF est devenu un partenaire de premier plan dans la campagne mondiale pour l'éradication de la polio – aux côtés de l'Organisation mondiale de la santé et du Rotary International. Depuis lors, la paralysie infantile a pu être enrayerée à plus de 99 pour cent. Il y a 30 ans, on recensait 350 000 nouveaux cas par an; l'an dernier, ils n'étaient plus qu'au nombre de 18. Il s'agit maintenant de fournir un dernier gros effort pour éradiquer le virus définitivement et empêcher tout nouveau foyer. L'UNICEF mise sur une cartographie minutieuse, une surveillance sans faille et des équipes de vaccination bien formées et mobiles afin d'atteindre tous les enfants sans exception.





Le parrainage de projet en quelques mots

En donnant 30 francs ou plus par mois, vous soutenez un projet bien précis qui améliore de façon durable les perspectives de vie des enfants d'une région donnée sans privilégier certains d'entre eux. Vous permettez d'aménager les infrastructures nécessaires à un développement durable. Et vous vous engagez dans un type de projet qui aborde les problèmes dans toute leur complexité. UNICEF Suisse et Liechtenstein finance actuellement des projets dans différents pays. Choisissez votre projet et soutenez ainsi des prestations pour le bien des enfants – ceux d'aujourd'hui et ceux de la prochaine génération. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de votre projet.

Vous pouvez soutenir l'UNICEF:

- En faisant un don
- En devenant membre
- En vous engageant dans un parrainage de projet
- En créant quelque chose de durable et en faisant un legs à l'UNICEF ou en pensant à l'organisation dans votre testament
- En vous engageant dans un parrainage avec votre entreprise
- En participant avec vos enfants à la «Semaine des étoiles»
- En achetant des cartes
- Ou en prenant contact avec nous dans l'idée d'aider efficacement les enfants.

Rendez-nous visite sur le site
www.unicef.ch ou appelez-nous.
Téléphone 044 317 22 66

Autorité, savoir et expérience au profit des enfants. Dans le monde entier.

Les problèmes complexes appellent des solutions sur mesure. En qualité de Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'UNICEF jouit d'une **autorité** qui lui permet de chercher, avec les gouvernements, des solutions qui apporteront une réponse durable à la détresse des enfants. Des solutions telles que l'Etat pourra assumer et poursuivre lui-même ce que vous avez commencé en étant donateurs.

Sans données fiables, aucun progrès n'est possible. Recueillir des données est peu attrayant, mais c'est un travail indispensable. Etant la seule organisation des Nations Unies qui se consacre à l'enfance, l'UNICEF possède un **savoir** spécialisé étendu que l'on utilise tous les jours pour venir en aide efficacement, à bas prix et durablement aux enfants du monde entier. L'UNICEF, notons-le, partage ses connaissances avec d'innombrables organisations humanitaires du monde entier.

L'argent récolté grâce aux dons est précieux, car chaque don s'accompagne d'un espoir. L'UNICEF en a pleinement conscience et gère minutieusement ces fonds. L'UNICEF bénéficie d'un excellent atout: plus de 70 ans **d'expérience**. En faisant un don à l'UNICEF, vous financez, au profit des enfants démunis, des prestations de soutien éprouvées et fructueuses.

Comité pour l'UNICEF Suisse et Liechtenstein

Pfingstweidstrasse 10 | CH-8005 Zurich
Téléphone +41 (0)44 317 22 66
www.unicef.ch
Compte postal 80-7211-9



unicef 

pour chaque enfant